

DÉBAT

Un participant qatari

Les orateurs ont mentionné que l'économie américaine ne peut même pas être partiellement isolée du monde. Si l'administration Trump poursuit sa route, comme promis lors de la campagne, avec l'élimination du TPP, de l'ALENA et des autres accords qu'il a promis de supprimer, comment cela va-t-il affecter l'économie mondiale, comment les autres pays pourront-ils tirer avantage de cela, et qui exactement pourrait bénéficier de la suppression de ces accords ? Pourrait-il y avoir une alternative ? Nous savons que les États-Unis ne peuvent pas être isolés de l'économie mondiale, donc quelle alternative peut-on avoir ? Est-ce que les États-Unis peuvent proposer un autre accord qui pourrait être accepté par la Chine ? Vous avez mentionné que la croissance de la Chine tombe déjà sous les 6,5 %. Dans quelle mesure pourrait-elle accepter ou refuser un nouvel accord, en particulier avec le TPP et les autres ?

Taeho BARK, professeur, Université nationale de Séoul, ancien ministre du commerce de la République de Corée

Je vais répondre à certaines de vos questions. Trump va abandonner le TPP et modifier drastiquement l'ALENA. Quel sera l'impact ? Concernant le TPP, vous allez simplement perdre les gains potentiels que vous auriez pu en retirer, car vous n'allez pas le mettre en place, donc il n'y aura pas de grandes pertes. Cependant, s'ils abandonnent ou renégocient l'ALENA, le Mexique pourrait en subir de lourdes conséquences, et cela ne se limitera pas au Mexique : toutes les multinationales, y compris américaines, qui opèrent au Mexique, vont être en difficulté avec les taxes élevées ou autre. Il y aura donc des conséquences néfastes si Trump poursuit et met en place ce genre de nouvelle politique.

Cependant, je veux ajouter juste une chose. L'alternative à ce genre d'environnement est que tous les dirigeants envisagent sérieusement de sauver le système d'échange multilatéral. Ils ne peuvent pas le faire immédiatement, mais ils devraient ouvrir une nouvelle voie pour les négociations d'échange multilatérales. Personne ne s'est préoccupé des négociations d'échanges multilatérales, en particulier le cycle de Doha, donc je veux insister à ce sujet sur le fait que nous devons revenir aux fondements.

Deuxièmement, de nombreux experts des médias et du commerce déclarent que, parce que les États-Unis retournent au protectionnisme à tous les niveaux, peut-être que la Chine peut mener l'intégration commerciale ou un système d'échange mondiaux. Cela a du sens, mais cela requiert également un très fort leadership de la Chine pour s'ouvrir plus, en particulier dans les négociations PERG. Elles n'avancent pas. Il nous faut donc un très fort leadership, qui serait différent de ce qu'il a été dans le passé, car nous entrons dans un nouveau type d'environnement, donc j'espère que la Chine va faire preuve de leadership dans les négociations PERG.

Masood AHMED, directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

J'ai été frappé par le fait que, au cours de cette session sur les principaux problèmes de l'économie mondiale, personne parmi vous n'a évoqué l'impact de l'ajustement à la baisse des prix du pétrole et des marchandises. C'est évidemment une question majeure pour la région. Pensez-vous que d'un point de vue mondial, le coût de cet ajustement, quel qu'il soit, a maintenant été absorbé et ce n'est plus un problème majeur ?

Jean-Claude TRICHET, ancien président de la Banque centrale européenne

Le panel a dû aborder toutes sortes de questions. Je ne pense pas que vous devriez interpréter ça comme le fait que nous considérons le prix du pétrole et des marchandises comme un point mineur. C'est un problème majeur, et de mon point de vue, pas seulement un problème majeur, car si le prix est trop volatile et erratique, cela crée de nombreuses incertitudes en particulier en termes d'investissement. C'est aussi une explication pour le manque d'investissement dans le monde entier à l'heure actuelle, car je ne vois pas de vrais investissements dans ce domaine, et cela fait partie du problème mondial.

Cependant, du point de vue de la Banque centrale, il est absolument évident qu'une partie de notre problème, en particulier la faible inflation, désespérément basse, et par conséquent les taux d'intérêts etc., viennent du prix anormalement bas du pétrole et des marchandises. Nous avons prévu que le prix du pétrole et des marchandises, en particulier pour le pétrole, allait rester au niveau plus élevé qu'il avait atteint dans le passé, et que nous pourrions progressivement éliminer l'impact du très bas prix de l'IPC, l'indice des prix à la consommation qui mesure l'inflation. Malheureusement, il semble que ça ne soit pas le cas, et cela a de multiples conséquences, pas seulement pour l'économie réelle et la stabilité systémique mondiale, mais également du point de vue de la Banque centrale en termes de maintien de cette situation très anormale de taux d'inflation très bas.

John LIPSKY, Senior Fellow, Foreign Policy Institute at John Hopkins University's Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS); ancien premier directeur general adjoint du FMI

Les prix de l'énergie en particulier ont été très affectés par la technologie. Il y a seulement quelques années les gens parlaient du pic pétrolier, et les choses changent de façon spectaculaire bien sûr, donc j'attends avec impatience la présentation sur le marché des hydrocarbures pour nous ouvrir des perspectives sur comment vont les choses.

Bertrand COLLOMB, président d'honneur de Lafarge ; membre du conseil d'administration de LafargeHolcim

John Lipsky a remarqué qu'un des problèmes était le bas niveau des investissements, et par conséquent un niveau plus bas de l'augmentation de productivité. Je crois qu'il a dit qu'il n'était pas clair pourquoi nous étions dans cette situation. Pensez-vous que le comportement des marchés financiers et investisseurs est l'une des raisons du manque d'investissement ? Les entreprises high-tech peuvent marcher sur l'eau, mais avec les autres entreprises, les investisseurs demandent de plus en plus de dividendes et de rachats d'actions pour tout comportement entrepreneurial ou tout investissement à risque. Si c'est le cas, que pouvons-nous faire pour changer ce comportement ?

John LIPSKY, Senior Fellow, Foreign Policy Institute at John Hopkins University's Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS); ancien premier directeur general adjoint du FMI

J'ai dit qu'il n'y avait pas d'explication unique et simple, et il y a eu des facteurs récents qui auraient dû être favorables, comme le déclin des prix de l'énergie pour les investissements dans le secteur non pétrolier, des taux d'intérêt historiquement bas, des bénéfices d'entreprise record en pourcentage du PIB, en particulier aux États-Unis, de hautes liquidités d'entreprise, etc. Cependant, quand on cherche des explications, entre autres choses, il y a une incertitude constante depuis la crise. Deuxièmement, le vieillissement de la population peut avoir affecté les préférences des investisseurs pour des actifs sûrs plutôt que risqués. Le secteur financier, comme vous l'avez dit, fait partie du problème.

Par conséquent, il n'y a pas de réponse simple et unique, mais laissez-moi faire une dernière déclaration qui se rapporte au thème de la conférence, la gouvernance mondiale. Je dirais que le G20 a effectivement produit un très



bon résultat dans un moment de crise – une action collective efficace – et depuis cette époque nous avons vu une dérive de cet engagement pour une action cohérente et coopérative, en particulier au niveau de la politique macroéconomique, et cela a miné, ou au moins empêché d'encourager, le genre de confiance qui sera nécessaire pour renforcer, entre autres, l'investissement.

J'aimerais aussi dire que le futur proche va nous offrir un nouveau test de la résilience de la gouvernance mondiale, car clairement nous sommes sur le point d'entrer dans une nouvelle ère dans laquelle il y a une divergence perceptible des plans et des buts de la politique qui pourraient encore porter atteinte à la certitude si elle n'est pas contrôlée. Nous allons avoir une augmentation des taux d'intérêt de la Fed dans un contexte où les marchés vont commencer à suspecter que les États-Unis vont passer à des politiques plus expansionnistes, et dans un contexte où la BCE reste très engagée dans ses politiques souples. La Banque du Japon s'est engagée à de nouveaux assouplissements et la Chine a assoupli ses politiques de crédit. Cela va être, potentiellement, un véritable test.

Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos*

Merci beaucoup pour votre attention et vos interventions ce matin.